

# Charles Enderlin

Conférence  
prononcée au MuCEM  
le 22 avril 2015



# Charles Enderlin



Israël, la peur  
qui bloque l'avenir

**Conférence**  
**prononcée au MuCEM**  
**le 23 avril 2015**

Mardi 17 mars, 14 heures. Les Israéliens votent mollement. Le taux de participation est en dessous de la moyenne. Inquiet, Benjamin Netanyahu décide de sonner l'alarme. Il met une vidéo sur sa page Facebook, immédiatement reprise sur You tube. Il y déclare en 28 secondes : « Le gouvernement de droite est en danger. Les Arabes se dirigent en masse vers les bureaux de vote. Les organisations de gauche les y conduisent en bus ». C'était faux ! Les citoyens arabes d'Israël votaient à peine un peu plus qu'au cours des scrutins précédents et aucune ONG n'avait affrété des autobus. De nombreux électeurs de droite ont raconté qu'en recevant ce message ils se sont précipités vers les urnes. En fin de journée, le taux de participation était quatre points supérieurs à la moyenne. Netanyahu a gagné l'élection.

Cette utilisation de la peur, la sociologue Eva Illouz la définit comme une « émotion politique manipulée par les élites et destinée à orienter les citoyens vers les positions du pouvoir<sup>1</sup> ». Son collègue, Daniel Bar Tal, analyse l'autre forme de ce même sentiment : « Une émotion primaire, négative, qui apparaît dans des situations de danger, de menace pour la personne et son environnement.<sup>2</sup> » Il va plus loin, en faisant le lien entre peur et espoir : « L'espérance surgit lorsque l'individu espère la réalisation d'un objectif concret, surtout la sortie d'une situation négative<sup>3</sup> ».

La société israélienne, en partie issue de la Shoah, après une guerre d'Indépendance particulièrement couteuse en vie humaine est, par nature, angoissée. On y trouve la peur sous toutes ses formes, individuelle, quasi biologique, collective et parfois manipulée par ses dirigeants. Pour expliquer la situation de blocage politique, social et psychologique dans laquelle se trouve Israël aujourd'hui et comprendre pourquoi les Israéliens sont persuadés que la paix est impossible, il faut reprendre l'histoire de ce pays, décrire comment le tryptique : peur - sécurité individuelle et collective - angoisse et espoir, a évolué au fil des ans.

Ma première rencontre avec la peur, c'était en octobre 1973 en pleine guerre du Kippour. Je travaillais pour une radio israélienne qui m'avait envoyé faire un reportage dans l'enclave occupée par l'armée israélienne à l'est du Golan. Les syriens ont commencé à bombarder le secteur et, avec les autres journalistes, je me suis réfugié entre deux maisons en espérant que cela allait se calmer. Subitement j'ai senti un tremblement contre ma jambe. J'ai regardé. C'était un chien terrorisé par les explosions. Là, j'ai commencé à avoir peur aussi.

L'angoisse, je l'ai découverte autour de moi dans la société israélienne. La plupart des hommes valides étaient mobilisés et peu de nouvelles arrivaient du front. On savait seulement que les pertes étaient importantes. Dans mon quartier, les femmes étaient aux fenêtres et regardaient avec angoisse une petite Renault 4 qui circulait dans les rues avec, à bord, des militaires cherchant une adresse où annoncer la mort d'un mari, d'un père, d'un frère.

Les armées égyptiennes et syriennes avaient lancé simultanément, le 6 octobre, des attaques surprises sur le Golan et le long du canal de Suez. Dans un premier temps, sur la foi des communiqués officiels encourageants, le public israélien a cru que l'ennemi était repoussé sans trop de problèmes. Il était encore sous l'effet de la victoire de la guerre de 6 jours et croyait en l'invincibilité de son armée. Ce n'était pas le cas. Le pays est sorti de ce conflit avec plus de 2500 morts, près de 9000 blessés. Et, pour la première fois depuis 1948, 300 militaires étaient prisonniers en Syrie et en Égypte.

L'opinion publique était persuadée qu'Israël avait frôlé la destruction. Au cours des années suivantes, en dépit des accords de désengagement conclus sur les deux fronts, la crainte d'une reprise des hostilités était omniprésente. Jusqu'au 19 novembre 1977. Car, ce jour-là, Anouar el Sadate, le président égyptien, a entamé sa visite historique en Israël. Quelques heures avant son arrivée, des milliers d'israéliens, certains en pleurs, étaient venus contempler l'inimaginable: le drapeau égyptien flottant sur l'hôtel du roi David à Jérusalem, où Sadate allait résider. Le traité de paix entre les deux pays est signé deux ans plus tard. Le plus important pays arabe a désormais une ambassade à Tel Aviv. La communication officielle israélienne ne peut plus affirmer que le pays est entouré d'un océan d'Arabes hostiles. Pour la première fois de leur histoire, les Israéliens goutent à ce qu'ils n'ont jamais connu, les plaisirs de la paix avec un pays voisin. Ils visitent l'Égypte par milliers. Au fil des décennies, cette porte sur le monde arabe s'est fermée en raison de l'hostilité de l'opinion publique égyptienne condamnant la répression dans les territoires palestiniens. Je suis persuadé que si la Ligue arabe avait alors proposé le plan de paix qu'elle a adopté en mars 2002 les Israéliens auraient très certainement dansé dans les rues. Il s'agissait de la reconnaissance complète d'Israël s'il concluait des accords de paix sur la base de la ligne d'avant 1967 — il n'y avait alors que quelques milliers de colons dans les territoires occupés. Mais on ne refait pas l'Histoire et, à l'époque, la Ligue arabe refusait tout accord avec Israël et condamnait le président égyptien.

L'OLP de Yasser Arafat n'a pas rejoint l'initiative de Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin refusait la création d'une Palestine indépendante. Et le conflit avec les palestiniens s'est durci au fil des ans. En juin 1982, Israël a déclenché la première guerre au Liban pour en expulser l'OLP, qui menaçait la haute Galilée. Pour Begin, c'était une guerre juste. Il comparait Yasser Arafat à Adolf Hitler. Le thème était largement repris par certains éditorialistes. Herzl Rozenblum, le rédacteur en chef du *Yediot Aharonot*, le plus grand quotidien israélien écrivait: « Arafat, s'il en avait le pouvoir, nous ferait des choses qu'Hitler n'imaginait même pas »<sup>4</sup>. Un discours qui s'intègre dans la vision d'Israël et du peuple juif, victimes éternelles. À la fin des années 1970, 41 % des Juifs israéliens étaient persuadés qu'un nouvel holocauste était possible. À la fin des années 1980, ce pourcentage était de 65 %<sup>5</sup>. Entretemps, il y avait eu les massacres de

Sabra et Chatila, la condamnation internationale d'Israël, enlisé ensuite au Sud Liban... Jusqu'au retrait définitif en l'an 2000, 1200 militaires israéliens y trouveront la mort. Des milliers de Libanais et de Palestiniens ont également perdu la vie.

Cinq ans plus tard, la population de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est s'est soulevée contre l'occupation israélienne. C'était la première intifada dont Yitzhak Rabin, ministre de la Défense, a dirigé la répression. Une mission qui l'a persuadé de rechercher une autre voie. Élu Premier ministre en 1992, son discours d'investiture est resté dans les annales. Extraits : « Nous ne sommes plus un peuple isolé et il n'est pas vrai que le monde entier soit contre nous. Nous devons nous débarrasser de ce sentiment d'isolement qui nous habite depuis près d'un siècle. Nous devons participer à la marche de la paix, de réconciliation et de coopération internationale qui survole le globe. Si nous ne le faisons pas, nous resterons les derniers, seuls à la station de départ. » Puis, s'adressant aux Palestiniens : « Le destin nous oblige à vivre ensemble sur cette même terre. Notre vie se déroule contre la vôtre et à vos côtés. Nous vous proposons l'autonomie, l'auto-gouvernement. »

Le 13 septembre 1993, il signe les accords d'Oslo avec Yasser Arafat, l'Hitler de la droite israélienne qui part en guerre contre ce qu'elle considère comme une trahison.

Un homme va diriger ce combat. Benjamin Netanyahu, jeune chef du Likoud, la droite nationaliste. Il compare Shimon Pérès, le ministre des Affaires étrangères, à Chamberlain et l'accord avec l'OLP à un nouveau Munich. Cela, dans la droite ligne des théories familiales. Son père, Benzion, a été, à la fin des années 1930, le secrétaire personnel de Vladimir Jabotinsky, le fondateur et leader du mouvement révisionniste du sionisme, adversaire juré des travaillistes menés par David Ben Gourion. Historien, il explique que depuis la haute Antiquité, le peuple juif fait face à des menaces de génocide. Des tribus, des rois, des dictateurs, des peuples veulent sa destruction. Dans la période actuelle, selon lui, ce sont les Arabes. La tendance au conflit est selon lui « l'essence même de l'Arabe. Il est l'ennemi par essence. Son être profond ne lui permettra jamais d'accepter un compromis ou un accord. [...] Il vit dans la guerre perpétuelle.<sup>6</sup> »

Benjamin, son fils, écrit dans *Une place parmi les nations*, un livre publié en 1993 : « L'hostilité arabe dirigée actuellement contre Israël plonge ses racines dans des antagonismes fondamentaux qui auraient existé même si Israël n'avait jamais vu le jour.<sup>7</sup> » Face à cette menace, le pays ne doit donc pas renoncer à la Cisjordanie, la « Judée Samarie » biblique, qui lui revient selon un « droit historique ». Il analyse la volonté de la gauche israélienne de restituer des territoires aux Palestiniens en échange d'une paix impossible comme « une prédisposition à accepter la propagande arabe en raison d'une maladie chronique affectant le peuple juif depuis un siècle : le marxisme imprégnant les mouvements juifs de gauche, d'extrême gauche et communistes en Europe de l'Est.<sup>8</sup> »

Selon cette vision idéologique, la paix est donc non seulement impossible, mais dangereuse. Israël et le peuple juif font face à une menace permanente. Le seul espoir se trouve dans la notion de survie.

L'autre adversaire israélien de la paix voulue par Yitzhak Rabin se bat au nom du droit divin sur la Terre d'Israël accordée par Dieu au peuple juif. Les éléments les plus extrêmes du sionisme religieux sont prêts à tout pour torpiller le processus de paix. Un colon raciste, le médecin Baroukh Goldstein, massacre 29 fidèles musulmans en prière dans le caveau des Patriarches à Hébron le 25 février 1994. Selon le Shin Beth, cela donne une légitimité au Hamas aux yeux de la société palestinienne pour commettre de sanglants attentats suicides contre des civils en Israël. La peur s'installe profondément au sein de la société israélienne. En 1994, d'après un sondage, 76 % des Juifs israéliens craignent d'être personnellement victimes d'un attentat. L'année suivante ce pourcentage sera de 85 %<sup>9</sup>. Cela n'empêche pas la paix d'être signée avec le roi Hussein de Jordanie, en octobre 1994.

La mort de Rabin, assassiné le 4 novembre 1995 par un jeune extrémiste religieux, marque le début de la descente aux enfers du processus d'Oslo. Netanyahu arrive au pouvoir l'année suivante. Il a promis aux Israéliens de leur apporter la sécurité tout en renégociant les accords avec les Palestiniens. Avec brio, il dit à la communauté internationale ce qu'elle a envie d'entendre, tout en maintenant le cap pour réaliser ses deux objectifs : changer la réalité sur le terrain et surtout rester au pouvoir et empêcher la gauche de renoncer à ce qui est pour lui la Terre d'Israël. Il serre la main d'Arafat à qui il remet une partie de Hébron, mais, m'a-t-il dit, avec « l'intention de garder le reste de la Cisjordanie ». En essayant de ne pas trop choquer les différentes administrations américaines et l'Europe, il relance la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, tout en signant un nouvel accord avec le chef de l'OLP. La droite ne le lui pardonne pas, et il est mis en minorité au parlement, la Knesset. Le pays va aux urnes.

L'establishment sécuritaire fait massivement campagne contre Netanyahu. Les généraux contribuent à l'élection d'un des leurs, le travailliste Ehoud Barak, qui est le militaire le plus décoré de l'histoire d'Israël. Il est aussi le candidat du camp de la paix qui ne réalise pas qu'il y a malentendu. En effet, ce n'est pas un chaud partisan du processus de paix avec les Palestiniens, qu'il va d'ailleurs mener à l'échec. Le sommet de Camp David, en juillet 2000, est un tournant dans l'histoire du Proche Orient. Sous la houlette du président Bill Clinton, les négociations avec Arafat n'aboutiront pas et, à son retour en Israël, Barak déclare : « Nous n'avons pas eu en face de nous un partenaire disposé à prendre des décisions difficiles. <sup>10</sup> »

La propagande israélienne diffusera la version selon laquelle Arafat aurait refusé les propositions généreuses du Premier ministre israélien. Bill Clinton laissera entendre que c'était bien le cas. Plus tard, les conseillers du Président des

États Unis démentiront cette accusation. Mais, pour le public israélien, Arafat n'était plus un partenaire pour la paix. 57 % des Juifs israéliens estimaient que Barak a fait trop de concessions à Camp David. 30 % seulement l'approuvaient<sup>11</sup>. En fait, Camp David a échoué sur la question cruciale d'un lieu saint : l'esplanade des saintes Mosquées à Jérusalem-Est, le mont du Temple du Judaïsme. Au cours du sommet, Ehoud Barak a déclaré : « Je ne connais pas un Premier ministre qui accepterait d'y renoncer. C'est la pierre angulaire du sionisme<sup>12</sup> ». Pour Arafat, il n'était pas question de renoncer au troisième lieu saint de l'Islam. Ce n'est pas tout, contrairement à ce qu'affirmeront certains propagandistes israéliens, le chef de l'OLP n'a, à aucun moment des négociations, exigé le droit au retour des réfugiés palestiniens afin de détruire Israël.

Lorsque la seconde Intifada éclate, fin septembre 2000, après la visite d'Ariel Sharon, le chef du Likoud, sur l'esplanade des Mosquées, presque naturellement, les dirigeants israéliens accusent Arafat d'avoir planifié le soulèvement. Ce n'était pas le cas. Les chefs des renseignements militaires, du Shin beth et du Mossad, l'ont dit à leurs dirigeants. Mais les généraux, responsables des opérations contre le soulèvement palestinien, préféreront ignorer l'analyse des services de renseignement. 80 % des Israéliens rejetaient la responsabilité de la violence sur les Palestiniens<sup>13</sup>.

En février 2001, Ariel Sharon, tenant de la ligne dure, est élu à la tête du gouvernement avec 60 % des suffrages et le conflit israélo-palestinien se durci au fil des jours. En 2008, le bilan est de plus 4790 morts palestiniens et plus de 1200 Israéliens. Les terribles attentats suicides commis par le Hamas en territoire israélien ont considérablement renforcé le sentiment d'insécurité et de peur au sein de la société israélienne. Au printemps 2002, 92 % des Israéliens craignaient d'être eux-mêmes, ou un membre de leur famille, victimes d'un attentat terroriste. Je rappelle qu'en 1999, ils étaient 80 % à considérer que leur sécurité personnelle s'était améliorée depuis le début du processus de paix<sup>14</sup>.

Pour le sociologue Daniel Bar Tal, ce genre de peur renforce l'ethnocentrisme dans de larges secteurs du public et donc, la délégitimation de l'autre, d'Arafat, de l'Autorité autonome et des Palestiniens dans leur ensemble. Le chef de l'Olp est comparé à Ben Laden. Sharon déclare : « Il est nécessaire de délégitimer Arafat et l'Autorité palestinienne et de détruire son image de faiseur de paix<sup>15</sup> ». En mars 2002, après un attentat suicide commis par le Hamas à Netanya, le soir de la Pâque juive, et au cours duquel 30 civils israéliens ont été tués, Israël déclenche l'opération « Rempart » contre l'Autorité autonome en Cisjordanie. Les sondages, réalisés en avril, montraient que 90 % des Juifs israéliens soutenaient les liquidations ciblées de Palestiniens soupçonnés de terrorisme, 80 % l'utilisation de chars et le recours à l'armée de l'air, au cours de l'offensive contre l'Autorité autonome, qui, il faut le rappeler, n'était pas responsable de l'attentat de Netanya<sup>16</sup>.

Arafat a été neutralisé, assigné à résidence dans son QG de Ramallah. Il est mort à Paris le 11 novembre 2004. Son successeur Mahmoud Abbas a reconstitué, avec l'aide de l'administration américaine, les institutions de l'Autorité autonome et ses services de sécurité, qui ont l'ordre de lutter contre le terrorisme tout en coopérant avec l'armée israélienne et le Shin Beth. Sous la pression de l'administration américaine qui voulait relancer un processus de négociation, Sharon a décidé d'évacuer les colonies juives installées de Gaza. La communauté internationale a applaudi, sans relever qu'il s'agit d'une initiative unilatérale. Là, les services de renseignement israéliens et américains ont lancé un avertissement: « Si Abbas n'est pas autorisé à renforcer sa police à Gaza, tôt ou tard, le Hamas prendra le contrôle de ce territoire. <sup>17</sup> » Dov Weissglas, le chef de cabinet du Premier ministre, a expliqué le 8 octobre: « Ce retrait signifie le gel du processus politique. Et, lorsque vous le gelez, vous empêchez la création d'un État palestinien. Ce paquet appelé État palestinien, avec tout ce qu'il implique, a été retiré définitivement du calendrier<sup>18</sup>. » Le désengagement de Gaza s'est terminé en septembre 2005. 56 % des Juifs israéliens estimaient que, du point de vue de leur sécurité, c'était un pas dans la bonne direction. 36 % considéraient que c'était une erreur<sup>19</sup>. Lorsque, quelques années plus tard, le Hamas lancera depuis Gaza des roquettes sur le territoire israélien, la droite pourra dire: « Vous voyez ce qu'il se passe lorsque nous remettons des territoires aux Palestiniens! Pas question de nouveaux retraits. »

Quelques mots sur cet unilatéralisme des gouvernements israéliens. Depuis 2000, ils mènent une politique fondée sur le principe qu'ils n'ont pas de partenaire pour la paix et sur l'idée que la puissance militaire du pays lui permet d'imposer ses décisions à des adversaires en position de faiblesse. La supériorité militaire d'Israël doit être suffisante pour dissuader un ennemi de lui déclarer la guerre. Il n'est donc pas nécessaire de rechercher activement des accords stables et à long terme avec les pays arabes. Désormais, Israël se contente de gérer le conflit avec les Palestiniens, sans avancer vers une solution négociée.

Atteint d'une hémorragie cérébrale, Sharon tombe dans un coma profond le 4 janvier 2006. Ehoud Olmert le remplace à la tête du gouvernement israélien. Il fera face à deux crises majeures. En juin, le Hamas enlève un soldat israélien, Gilaad Shalit. Israël, en représailles, décrète le blocus de la Bande de Gaza et bombarde une série d'objectifs dont la seule centrale électrique de ce territoire. Le 13 juillet, le Hezbollah enlève deux soldats en territoire israélien. C'est le début de la seconde guerre au Liban. L'aviation israélienne détruit les quartiers chiites de Beyrouth et de nombreux villages sud libanais. Mais, pour la première fois depuis 1948, dans le nord d'Israël, un million de civils vivront pendant un mois dans des abris sous les roquettes de la milice chiite.

Pour la première fois, aussi, les instituts de recherche israéliens se penchent sur la résilience de leur population. Selon le Centre de traitement du psycho-traumatisme de Jérusalem, « Il s'agit de la capacité pour une personne à faire face aux difficultés et aux tensions de la vie et à en sortir plus forte qu'avant. » En l'occurrence, l'Institut pour la démocratie a publié, en juillet 2006, son « Peace Index » : 80 % des personnes interrogées considéraient, que, durant cette guerre, la société israélienne avait bien ou très bien réagi. Seuls 9 % estimaient que ce n'était pas le cas. 55 % déclaraient qu'elles avaient un bon moral, ce qui n'était pas le cas de 41 % des personnes interrogées<sup>20</sup>. Après le cessez-le-feu, le ton a changé. 156 israéliens (et 1000 libanais) avaient trouvé la mort et en Israël le public critiquait la performance de son armée et de ses dirigeants. Selon le Peace Index, 68 % des Israéliens étaient persuadés que la capacité de dissuasion du pays avait été affaiblie. 23 % seulement qu'elle avait été renforcée. La résilience, telle qu'elle est définie par les instituts locaux, n'aura duré que le temps de la guerre. Ce pessimisme se retrouvera un mois plus tard dans le dossier palestinien. 64 % sont persuadés que la probabilité d'un accord avec Mahmoud Abbas est faible ou très faible. 10 % seulement pensent qu'une telle probabilité existe<sup>21</sup>.

L'année suivante, début 2009, après « Plomb durci », une nouvelle opération militaire contre le Hamas à Gaza ordonnée par Ehoud Olmert, c'est le grand retour de Benjamin Netanyahu avec son bagage idéologique. Il a tiré les leçons de l'échec de son premier mandat achevé prématurément en 1999. Il bétonne sa coalition à droite et forme le gouvernement le plus important de l'histoire du pays avec 30 ministres. Ehoud Barak, le chef du parti travailliste, reste au poste de ministre de la Défense qu'il occupait dans le cabinet Olmert. Il s'entend bien avec Netanyahu, son ancien subordonné de la Sayeret, le commando d'état-major. C'est un cabinet d'union nationale qui rassure la communauté internationale et le peuple israélien.

Seul problème, les américains viennent d'élire Barack Obama, un président démocrate qui veut relancer le processus de paix. Il exige d'Israël qu'il cesse la construction dans les implantations en Cisjordanie et à Jérusalem. La colonisation ne s'est jamais arrêtée depuis ses débuts, dans les années 1970. Yitzhak Rabin l'avait stoppée dans certains secteurs. En 2014, près de 400 000 israéliens vivent dans les territoires occupés, rendant quasi impossible la création d'une Palestine viable et indépendante.

Netanyahu finit par prononcer les mots magiques que l'Europe et l'administration américaine veulent entendre : « État palestinien ». Mais en y ajoutant ses conditions. L'État doit être démilitarisé — l'OLP est d'accord — et la direction palestinienne doit reconnaître Israël comme l'État nation du peuple juif. Mahmoud Abbas refuse la seconde condition. Aucun gouvernement israélien n'a formulé une telle exigence lors de la conclusion des traités de paix avec l'Égypte

et la Jordanie. Troisième condition, Jérusalem doit rester réunifiée sous la souveraineté israélienne. Dans ces conditions, les nouvelles négociations avec les Palestiniens ont peu de chance de réussir.

Mais, ce qui préoccupe le plus Netanyahu, depuis les années 1990, c'est le nucléaire iranien qu'il évoque presque en toute occasion. Les déclarations anti-israéliennes venues de Téhéran, la promesse de destruction de « l'entité sioniste » répercutée par le Hezbollah libanais et le Hamas, répétées par les dirigeants israéliens et reprises par les médias, viennent régulièrement apporter de l'eau à son moulin. Et, en décembre 2010, selon un sondage de l'Institut pour la démocratie à Jérusalem, 92 % des Israéliens considèrent l'Iran comme un pays hostile, le Liban vient en seconde position avec 69,5 % et l'Autorité autonome de Mahmoud Abbas juste après, 69 % !

En juillet de l'année dernière, lors du troisième mandat de Netanyahu, une nouvelle guerre éclate entre Israël et le Hamas à Gaza. La défense passive est prête. Grâce au déploiement de batteries anti-missiles « dôme d'acier », les roquettes tirées par les islamistes font peu de dégâts. Il n'en n'est pas de même de l'offensive terrestre menée par l'armée à l'intérieur de Gaza. Si les militaires Israéliens ont 64 tués (deux civils ont perdu la vie), le bilan à Gaza est de 1767 Palestiniens tués et les destructions d'immeubles et de maisons sont immenses. Les images de cette catastrophe humanitaire suscitent de vives réactions à l'étranger, en particulier en Europe. Mais les téléspectateurs israéliens ne les verront que peu. Selon Arad Nir, le directeur de la politique étrangère de la deuxième chaîne israélienne, sur deux heures d'émission le soir en prime time, seules cinq minutes, tout au plus, comportaient des images de la souffrance des civils à Gaza. Au mois d'août, un sondage du Peace index révélait que 63,1 % des personnes interrogées ont répondu « oui » aux questions : « Êtes-vous certain ou pensez-vous que le monde est contre nous ? » Seuls 33,7 % ont répondu « non ». Ce n'est pas tout, à la question « Êtes-vous certain ou pensez-vous qu'il faille limiter la liberté d'expression et notamment les critiques pendant des opérations militaires ? », 58,4 % ont répondu oui.

Benjamin Netanyahu avait de quoi être satisfait. Durant cette guerre, la population du sud et des villes du centre du pays et de la bande côtière a tenu. Il n'y a pas eu de panique et, à la fin des hostilités, la vie a repris son cours. C'est ce que les autorités appellent la résilience israélienne. Mais comment cette société supporte-t-elle le stress face à l'absence de perspective de paix, et, après des épisodes de plus en plus rapprochés dans le temps, de conflits armés au cours desquels elle est directement menacée par le terrorisme et les attaques de missiles ? Par exemple, à Sderot, près de Gaza, ville régulièrement bombardée par le Hamas, une étude a montré que la moitié des enfants de 12 à 13 ans souffraient, en 2007-2008, à des degrés divers, de stress post-traumatique<sup>22</sup>. Selon certaines sources, ce syndrome de profonde anxiété toucherait 10 % de l'ensemble de

la population, trois fois plus que dans un pays en paix, comme les États-Unis. Trois principaux centres de résilience existent en Israël où des psychologues, des médecins, accueillent les personnes souffrant de ces symptômes.

Quel est le lien entre ce stress permanent, cette angoisse existentielle et le développement de la religion ? Le retour à la foi permet de surmonter l'absence d'espoir d'une vie meilleure, sans guerre, sans peur. Il y a le messianisme, partie intégrante du sionisme religieux. Seul Dieu peut décider de changer la situation imposée à Israël et au peuple juif. L'analyse sociologique du professeur Tamar Herman montre que 52 % des Juifs israéliens croient en la venue du Messie. 67 % que le peuple juif est le peuple élu. 70 % que la prière peut être utile en cas de difficultés et 80 % que Dieu existe<sup>23</sup>.

Pour finir, il faut bien évoquer la réélection de Benjamin Netanyahu pour son quatrième mandat à la tête du pays, le 17 mars dernier. Le masque est tombé avec sa promesse à ses électeurs : « Moi Premier ministre, il n'y aura pas d'État palestinien. » Sa campagne électorale sur le thème de la trahison : « La gauche va amener l'État islamique aux portes de Jérusalem. » Et, le jour du scrutin, la vidéo diffusée quelques heures avant la fermeture des bureaux de vote : « Les ONG de gauche conduisent des masses d'Arabes à voter. La droite est en danger. » 48 % des israéliens interrogés ont condamné cette appel de la droite. 47 % ont refusé de le critiquer<sup>24</sup>. C'était l'appel de Netanyahu l'idéologue, tel qu'on peut le découvrir dans sa politique et dans les livres qu'il a publiés.

Eva Illouz a écrit : « La peur est l'émotion du ici et maintenant. C'est l'émotion de ceux qui n'ont pas de vision, de ceux qui, activement, bloquent l'avenir de leur nation et la cachent en invoquant le présent immédiat de la survie. »

## Notes

1 Haaretz.12.2.2015

2 Daniel Bar Tal, *Living with the conflict* (en hébreu) Ed. Carmel, Jérusalem, 2007, p.279

3 *Ibid.* P.280

4 Cité par Daniel Bar Tal, *Living with the conflict* (en hébreu), Ed. Carmel, Jérusalem, 2007, p. 131.

5 *Ibid.*, p. 133

6 *Maariv*, 2 avril 2009

7 Benjamin Netanyahu, *A place Among The Nations. Israel and the World*, New York, Bantam Books, 1993, p. 135.

8 Benjamin Netanyahu, « Makom Tahat Ha Shemesh », Tel-Aviv, *Yediot Aharonot*, 1995, p. 14-17.

9 Bar Tal, *op. cit.*, p. 293.

10 Voir mon *Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche Orient 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002. Le chapitre sur le sommet de Camp David et p. 266.

11 *Ibid.* p. 225

12 *Ibid.* p. 225

13 Peace Index novembre 2000, Israel Democracy Institute: [http://en.idi.org.il/media/598471/peaceindex2000\\_11\\_3.pdf](http://en.idi.org.il/media/598471/peaceindex2000_11_3.pdf).

14 Cité par Bar Tal, *Conflict and communication on line*, vol. 4, n° 1, 2005.

15 Alouf Ben, *Haaretz*, 19 octobre 2001.

16 Bar Tal, *Conflict and communication, op. cit.*

17 Sur le retrait de Gaza, voir mon ouvrage : *Les années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient. 2001-2006*, Paris, Fayard, p. 259-291.

18 *Haaretz*, 8 octobre 2004.

19 Peace Index: [http://en.idi.org.il/media/598818/peaceindex2005\\_9\\_3.pdf](http://en.idi.org.il/media/598818/peaceindex2005_9_3.pdf).

20 [http://en.idi.org.il/media/597602/peaceindex2006\\_7\\_3.pdf](http://en.idi.org.il/media/597602/peaceindex2006_7_3.pdf).

21 [http://en.idi.org.il/media/598866/peaceindex2006\\_9\\_3.pdf](http://en.idi.org.il/media/598866/peaceindex2006_9_3.pdf).

22 *Haaretz*, 20 novembre 2012.

23 Diffusé dans mon film *Au nom du temple*.

24 [http://en.idi.org.il/media/4011404/Peace\\_Index\\_March\\_2015-Eng.pdf](http://en.idi.org.il/media/4011404/Peace_Index_March_2015-Eng.pdf)